

**GuD-Kraftwerk: 57 ist nicht 75!**

Es fehlten immer noch konkrete Pläne für eine Wärme-Auskopplung beim Gas- und Dampfturbinen-Kraftwerks (GuD) in Esch, zum Beispiel durch ein Wärmenetz, klagte der Mouvement Ecologique vor einer Woche. Die Betriebsgenehmigung schreibe zwar einen Wirkungsgrad von 75 Prozent vor, sage aber nicht, wann dieser erreicht werden müsse. Produziert die Anlage, die bald in Betrieb gehen soll, jedoch nur Strom, ohne die dabei entstehende Wärme zu nutzen, so hat sie laut der Betreiberfirma Twinerg einen Wirkungsgrad von gerade mal 57 Prozent. Die Energie wird weniger effektiv genutzt, und es entstehen mehr klimaschädliche Treibhausgase als nötig. Konstruktive Vorschläge des Mouvement Ecologique, wie ein Heiz-Anschluss für das neue Escher Gymnasium, fanden bisher wenig Anklang: Die notwendigen technischen Voraussetzungen seien nicht gegeben, so Twinerg.

Die Organisation Greenpeace, die das GuD-Projekt grundsätzlich ablehnt, besetzte am vorigen Donnerstag die Anlage. Sie verwies auf die Analyse eines vom Verwaltungsgericht beauftragten Gutachters, die Technologie "GuD" sei zwar die derzeit "beste verfügbare", doch die Umsetzung in diesem konkreten Fall riskiere, energie- und umweltpolitisch nicht optimal zu sein. Unter diesen Umständen fordert Greenpeace einen Betriebsstopp für die klimaschädliche Anlage.

**La "Vieille Ville" devient un quartier très chic**

Le "Fonds de Rénovation de la Vieille Ville" a vu le jour en juillet 1993. Son but: procéder à la réhabilitation de quatre îlots situés plus précisément autour du "Fëschmaart". Dans cette zone, on trouve des bâtiments publics - tel le Musée d'Histoire de l'Art, le Conseil d'Etat - des maisons d'habitation, des bureaux et des magasins. Le but du fonds n'étant pas de devenir le gestionnaire de ces bâtiments, son rôle se limite à rénover puis de remettre "clés en mains" les unités aux propriétaires finaux, que ce soient des institutions publiques ou des particuliers. Le fonds, tel qu'il a été conçu, se voit donc contraint à vendre les habitations et ceci à un prix qui englobe le surcoût dû aux frais exceptionnels encourus, comme les recherches archéologiques, le maintien des structures originales etc. Ces travaux qui ressortent d'un intérêt public représentent un coût énorme et ont fait grimper, par exemple, le prix d'un appartement de 100 m<sup>2</sup> à 17 millions de LUF. Contrairement au vœux pieux émis au départ, la "Alstad" risque de devenir un quartier très chic, qui n'aura plus rien à voir avec sa population initiale. La ministre des bâtiments publics a d'ailleurs avoué que le Gouvernement est en train de repenser le principe même de la mise en vente, mais ce serait briser avec le principe sacro-saint des Luxos de vouloir être à jamais propriétaire des quatre murs qu'ils ou elles habitent.

**Fangschuss für Megalo-Findel?**

Cargolux, Luxair und Findel befänden sich, so Marc Gerges vergangene Woche im Land, "à un moment clé de leur développement". Und er beschreibt minutiös die internen Probleme der beiden Firmen sowie ihr gegenseitiges Misstrauen. Der neue Luxair-Direktor rechnet mit seinem Amtsvorgänger Jean-Donat Calmes ab, während der Cargolux-Boss Heiner Wilkens aufgrund seiner Expansionspläne abgesetzt wurde. So sieht Marc Gerges den Standort Findel "dans une zone de turbulence". Vielleicht ein günstiger Moment, die megalomanen Ausbaupläne endgültig zu Fall zu bringen? Die Ausbau-KritikerInnen von Mouvement Ecologique und lokalen Interessenvereinen veröffentlichten jedenfalls vergangene Woche ihre Forderungen in Bezug auf die ausstehende Impaktstudie: Eine Antwort auf die Frage "Wéi e Flughafen fir muer?", detaillierte Verkehrsprognosen und Berechnungen der Auswirkungen müssten den Zehntausenden betroffenen BürgerInnen vorgelegt werden.

## REGULARISATION

# Les patron-ne-s traînent du pied

**Demi-succès ou échec? Il est encore trop tôt pour juger l'opération de régularisation. Mais après la clôture des dépôts des dossiers, de nouveaux obstacles à l'intégration par le travail surgissent.**

(RK) - "Nous nous sommes en particulier adressés aux secteurs ayant des besoins en main d'oeuvre non qualifiée", a dit le ministre du Travail François Biltgen jeudi dernier lors du bilan provisoire de la régularisation, avant de laisser la parole à des représentants de ces secteurs. "Nous avons interviewé 111 personnes et transmis les informations aux entreprises intéressées", a expliqué François Engels, conseiller économique à la Fédération des Artisans. Sans grand succès. Les principaux problèmes selon lui: "Le manque de qualification et de connaissances linguistiques."

La contradiction, déjà apparente lors du démarrage de la régularisation, se confirme: les secteurs avec pénurie de main d'oeuvre non qualifiée ne s'intéressent qu'aux cerises du gâteau de la régularisation. S'il se confirme que la plupart des "régularisables" sont peu qualifiés et que les patron-ne-s n'arrivent pas à se décider à les embaucher, l'opération de régularisation, qu'on peut jusqu'ici présenter comme un demi-succès, se transformera en un échec la-

mentable. En effet, après acceptation des dossiers de régularisation, les titulaires ont six mois pour trouver un emploi stable, à défaut de quoi une autorisation de séjour leur sera refusée.

Le bilan provisoire, pour ce qui est des embauches, est maigre: 98 personnes ont trouvé un emploi. Il est vrai que la plupart des dossiers doivent encore être examinés, et que les personnes concernées ne peuvent pas encore être embauchées. Mais du côté des patron-ne-s, on est plutôt pessimistes: "Nous espérons encore en caser quelques-uns, mais pas les 111", a dit François Engels. Jean J. Schintgen, secrétaire général de l'Horresca, a également déploré que dans son secteur, sur 89 candidats, il y ait eu un seul qualifié.

Les fédérations ont surtout vu passer des demandeurs d'asile déboutés. Pas de doute que les régularisables "sans permis", qui représentent presque un quart des dossiers, se débrouillent mieux. Pour les autres, les difficultés sont réelles. Sans expérience du marché du travail luxembourgeois, puisque maintenu-e-s en chômage forcé pendant des années, beaucoup de demandeur-se-s d'asile ne semblent pas avoir profité de ces "vacances" pour se rendre plus "employables". Serge Kollwelter de l'ASTI se souvient: "Le problème linguistique était semblable pour les portugais dans les années 70, sauf que dans les entreprises il y avait déjà des

portugais intégrés pouvant les encadrer."

Au vu de ces difficultés, le ministre a avancé l'idée de "crash-cours" dans les langues demandées, et dans le cadre du secteur professionnel visé. Joseph Faber, conseiller au Ministère du Travail, va même plus loin: "Si les patrons disent: 'on prendrait ces gars-là, s'ils savaient souder', nous pouvons même organiser des formations continues pour soudeur."

La question est de savoir pourquoi, malgré ces faveurs et d'autres comme la dispense de garantie bancaire, les patron-ne-s traînent du pied. François Biltgen les a mis en garde: "Il y en a qui se disent: 'Mieux vaut attendre et ne pas embaucher ceux-là, on pourra en faire venir d'autres...'. Cela ne se passera pas ainsi!" Ces attitudes ne sont pas seulement fondées sur des préjugés, mais aussi sur des intérêts économiques: Pour un patron ou une patronne qui fait travailler ses salarié-e-s dans de mauvaises conditions, l'employé-e idéal-e est un-e sans-papier, complètement à sa merci. Après viennent les employé-e-s hors UE, ayant besoin d'un permis spécial, les moins intéressants-e-s étant des personnes avec permis C et bien intégrées - un statut qui est justement l'objectif final de l'opération de régularisation.



## BUDGETVORLAGE 2002

# Weniger und doch mehr

**Steuern senken, Ausgaben erhöhen und trotzdem keine Schulden machen ... Luxemburgs Budgetminister müsste eigentlich der glücklichste Mensch der Welt sein.**

(erguê) - Als vor ein paar Jahren Jean-Claude Juncker das Budgetressort an Luc Frieden abgab, dachten viele, er hätte nach fast anderthalb Jahrzehnten keine Lust mehr, jedes Jahr vor die Presse zu treten, um die gleiche Litanei aufzusagen: Wirtschaftswachstum und Inflation werden "vorsichtig" geschätzt, die Ausgabensteigerung auf diese Eckwerte hin berechnet. Daraus ergibt sich die sakrosankte Budgetnorm, die es auf keinen Fall zu überschreiten gilt (auch wenn in schöner Regelmäßigkeit gegenüber den Vorhersagen Überschüsse in Milliardenhöhe produziert werden).

Aber Juncker lässt es sich immer noch nicht nehmen, vor versammelter Presse zu erklären, dass er und seine Regierung Einmaliges in Europa zustande bringen: Trotz eines schlechten wirtschaftlichen Umfelds und des weltweit geltenden Rituals der Steuersenkungen dürfen die Luxemburger Ministerien im nächsten Jahr 9,6 Prozent mehr ausgeben als im Haushaltsjahr 2001.

Während in unseren Nachbarländern die Budgets seit Jahren sogar zurückgeschraubt werden müssen, kann der Luxemburger Finanzminister mit einem Federstrich auf 30 Milliarden Steuereinnahmen verzichten und hat

trotzdem immer noch mehr im Topf als ein Jahr zuvor. Fast geht es zu wie auf der Braderie: Je billiger die Teile verramscht werden, desto mehr Kundschaft wird angezogen - und am Ende stimmt der Umsatz doch. Das Modell Luxemburg funktioniert, allerdings wird der Verdacht des Steuereumpings immer hörbarer.

Aber Maß halten ist dennoch angesagt: Der Blick auf das internationale wirtschaftliche Umfeld mahne weiterhin zur Vorsicht. Und so muss der Budgetminister mit seiner Totenmine herhalten, um zu erklären, weshalb doch nicht alle Wünsche in Erfüllung gehen dürfen.

Auch diesmal fand die gewohnte Streichorgie statt, bei der es hieß, in fünf Sitzungen des Regierungsrates die einzelnen Ministerien auf die vorgegebene Budgetnorm zurechtzustutzen. Zwar werden wir erst bei der definitiven Deponierung des Budgets Mitte September erfahren, welche Abteilungen am meisten Abstriche machen mussten. Doch schon jetzt lässt sich erahnen, dass einige der 30 Milliarden, auf die Juncker und Frieden freiwillig verzichtet haben, eine sinnvolle Verwendung hätten finden können. Im Schulbereich etwa, wo im "secondaire" lediglich 90 neue Planstellen

ingerichtet werden. Damit vereinnahmt der Bildungsbereich zwar den Löwenanteil der Neueinstellungen - gefolgt von der Polizei mit 60 Neueinstellungen und der Finanzverwaltung mit 35 - aber angesichts der bereits bestehenden und noch zu erwartenden Engpässe bedeutet dies nur einen Tropfen auf den heißen Stein. Die Lehrgewerkschaften sehen einen mittelfristigen Bedarf von 500 Stellen - um ihn abzudecken, müssten jährlich mehr als 150 LehrerInnen zusätzlich eingestellt werden.

So großzügig sich die Regierung im familienpolitischen Bereich auch gibt - allein die Erhöhung des Kindergeldes um 1.000 Franken wird den Staat 2,2 Milliarden kosten - die Vorkehrungen in Richtung Berufstätigkeit beider Elternteile nehmen sich dennoch bescheiden aus: Für die außerschulische Betreuung von Primärschulkindern sind lediglich 160 Millionen vorgesehen. Im gesamten Sozialsektor steht ein handfester Konflikt ins Haus, der ohne zusätzlich finanzielle Spritze aus dem Staatshaushalt sicherlich keinen Ausweg finden wird.

Frieden und Juncker wollen jeden "Aventurissement" vermeiden, schwören dabei unser Land jedoch schon gehörig auf das Abenteuer "700.000-Seelen-Staat" ein. Die Attraktivität des Standortes lebt aber auf Dauer nicht allein von einem niedrigen Steuerniveau.